

connectivité, tout en affectant de manière disproportionnée les moyens de subsistance ruraux et dépendants de l'agriculture <sup>(18)</sup>. L'action contribuera au renforcement de l'équilibre entre le développement, la diversification des revenus (productions agro-sylvo-pastorales et création d'emplois verts) et la protection de l'environnement à travers la mise en place de pratiques agricoles durables (agroécologie, AIC<sup>19</sup>, etc.), tout en accompagnant les réformes institutionnelles nécessaires ainsi que les mécanismes de gouvernance locale et en intégrant une perspective de genre, ainsi qu'une approche basée sur les droits et les principes d'inclusions.

D'un point de vue socio-économique, la dégradation des sols, le tarissement des sources et la disparition de la biodiversité et du couvert forestier impacteraient directement les communautés riveraines, et seraient à l'origine de vagues de migrations vers d'autres AP et de conflits territoriaux. L'action contribuerait à limiter ces impacts et de réduire les inégalités internes au pays, qui est actuellement en défaveur du Sud-est et du Grand Sud. En effet, la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles en périphérie des AP permettraient (outre la meilleure protection des aires de conservation et la meilleure gestion des services écosystémiques rendus) d'installer une dynamique de développement socio-économique créatrice d'emplois verts (agriculture, élevage, sylviculture, artisanat, services écotouristiques, etc.) autour des AP terrestres ciblées, avec l'ambition de répliquer ou de transposition des modèles développés. Les femmes et les groupes marginalisés sont plus affectés par le changement climatique, et ce de manières disproportionnées, en raison de leur grande dépendance aux ressources naturelles et de divers facteurs culturels, politiques, juridique et socio-économiques.

**Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:**

Le ministère de l'environnement et du développement durable : en charge de l'élaboration et du suivi de la politique et des stratégies en matière d'environnement, et du suivi des conventions internationales.

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage : concevoir, mettre en œuvre et coordonner les stratégies dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.

Le ministère de la pêche et de l'économie bleue : suivre et coordonner les politiques publiques pour promouvoir le secteur de la pêche et de l'aquaculture afin de soutenir la croissance économique et de répondre aux besoins alimentaires de la population.

Le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation : en charge notamment du foncier.

Les services techniques déconcentrés desdits ministères.

La FAPBM<sup>20</sup>, MNP<sup>21</sup>, les délégataires de gestion des AP, les prestataires de services, etc.

Les collectivités territoriales décentralisées : impliquées et responsabilisées dans la gestion locale des politiques sectorielles.

Les communautés locales, notamment à travers les communautés riveraines, les structures de cogestion et les entités telles que les COBA (communautés de base) institués par la loi GELOSE.

Opérateurs économique/secteur privé : pourvoyeurs d'emplois et de dynamiques économiques.

OSC<sup>22</sup>, réseaux et organes citoyens (FARM<sup>23</sup>, Kalony / Jado, Dina, etc.) : défense des droits, genre et inclusion, surveillance villageoise, gouvernance.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de soutenir le développement intégré et durable des écosystèmes et des communautés vivant en périphérie des aires protégées.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

**OS1 : Renforcer les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leur périphérie.**

**OS2 : Renforcer la durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des ressources naturelles en périphérie des aires protégées.**

<sup>18</sup> Etude Banque Mondiale (non monetary poverty in Madagascar – challenges and policy priorities for poverty reduction / 2023)

<sup>19</sup> Agriculture Intelligente face au Climat

<sup>20</sup> Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar

<sup>21</sup> Madagascar National Parks

<sup>22</sup> Organisation de la Société Civile

<sup>23</sup> Femmes en Action Rurale de Madagascar